

Gabon oil company : Les raisons de la mise à l'écart de Serge Toulékima

Griffin Ondo
Nzuey

Selon Africa energy intelligence, l'ancien directeur général de la Gabon oil company (Goc) aurait misé sur ses liens amicaux et familiaux, respectivement avec le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, et le président de la République, pour se soustraire de tout contrôle, engageant des dépenses somptuaires, obérant par ricochet la trésorerie de l'entreprise tout en repoussant la tenue du conseil d'administration.

Des



employés de Gabon Oil Company sur le champ d'Obangue (archive). © gabonoil.com

Lors de son passage sur la matinale de *Radio Gabon*, le 6 novembre dernier, le ministre du Pétrole et des Hydrocarbures semblait parfaitement serein et certain de la réussite de *Gabon oil company* (Goc), malgré la concurrence des opérateurs internationaux, plus expérimentés, et le contexte de crise mondiale. S'il avait finement évité d'aborder en profondeur l'audit dont a fait l'objet l'unique opérateur pétrolier national, qui s'était soldé par le débarquement du directeur général, c'est parce qu'il ne souhaitait pas mettre en lumière «*la gestion très personnelle et coûteuse*» voire «*suicidaire*» que l'étude aurait révélée. C'est du moins ce que rapporte *Africa energy intelligence* (n°757).



Créée en 2011, pour un démarrage effectif des activités en décembre 2012, la Goc était supposée être «*gérée comme toutes les sociétés commerciales, conformément aux prescriptions et réglementations de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada)*», avec un objectif précis sur le plan stratégique : «*faire (d'elle) un des acteurs premiers dans la production, la transformation et de la distribution d'hydrocarbures en République gabonaise*». Près de trois ans après, la Goc semble en échec. L'on rapporte que «*le bébé du Gabon*», qui cherche désespérément le bon positionnement, après la reprise par la compagnie chinoise *Addax Petroleum* du champ d'Obangue en 2014, enregistre «*des revenus de moins d'un milliard de francs CFA par an*», et qu'il «*n'a jamais disposé de moyens suffisants pour son expansion*», en raison des supposées dépenses peu raisonnables de son ancien directeur général et des frais de fonctionnement s'élevant à plusieurs milliards de francs chaque année.

Selon la lettre confidentielle d'information, si Serge Toulekima n'avait jamais été inquiété depuis lors, c'est parce qu'il savait compter sur Etienne Ngoubou, son ancien collègue à *Shell Gabon*, mais surtout sur sa «*relation privilégiée*» avec Ali Bongo. Une trop grande confiance qui lui aurait permis de se soustraire de tout contrôle et de repousser la tenue du conseil d'administration pendant près de 15 mois. Mal lui en a pris. En octobre dernier, un communiqué du ministre du Pétrole et des Hydrocarbures, annonçait sa suspension pour trois mois renouvelables. Et depuis le 7 octobre dernier, Arnaud Engandji, conseiller spécial du président de la République et ancien cadre de *Shell Gabon*, assure l'intérim à la tête de la GOC.

A en croire *Africa energy intelligence* qui rapporte le sentiment de certains cadres de la société, le nouvel administrateur aurait «*mis en place une organisation quasi militaire*», avec un seul objectif : réduire le nombre de salariés porté à 132. Jusqu'à lors l'audit se poursuit. Aux dires d'Etienne Ngoubou, il devrait permettre «*de faire un état des lieux de cette société (...), de redéfinir les objectifs (...) assignés, afin qu'elle puisse les atteindre et qu'elle se développe et prenne plus d'ampleur dans le secteur*». Pour l'heure, on serait plutôt dans le rouge.